

Déclaration aux journées sur la politique scientifique

L'accès à la thèse doit-il être conditionné par l'obtention d'une bourse ? Des dispositions en ce sens permettent d'éviter des situations inextricables, mais peuvent aussi fournir de forts mauvais prétextes pour exclure des laboratoires des individus disposant de financements crédibles à défaut d'être confortables. Cela renforce aussi l'attribution des bourses comme mécanisme de sélection à par entière alors que celle-ci ne repose pas sur un système d'évaluation satisfaisant.

Il faut en outre s'interroger sur le nombre grandissant de chercheurs effectuant des travaux de qualité en amateur, c'est-à-dire sans disposer d'un financement public. C'est un aspect limite de la mise en pratique d'un système à deux vitesses particulièrement inquiétant mais dont on ne saurait se prémunir par des mesures "protectionnistes".

Réflexions en vue du congrès

L'analyse selon laquelle les pressions économiques domineraient actuellement la politique de recherche doit être nuancée. Il me semble que celles-ci se limitent à la recherche d'économies budgétaires, tandis que la volonté de mettre la recherche publique au service de l'entreprise reste en partie de l'ordre de la rhétorique, bien qu'il existe des exemples incontestables dans cette direction, concernant les instituts.

La politique concernant l'université, les grandes écoles et les laboratoires qui leur sont attachés n'a pas cette cohérence, si tant est qu'il y ait véritablement une politique. La première contrainte en ce domaine est le chômage, l'université contribuant largement à en masquer les effets : un jeune sur dix "seulement" est chômeur, alors que seul un tiers d'entre eux dispose d'un emploi.

Dans cette optique, la politique actuellement pratiquée ne remet pas en cause l'inflation du système universitaire qui s'inscrit dans une politique globale d'utilisation du système éducatif comme palliatif, au détriment de sa mission d'enseignement. Celle-ci s'accompagne fort logiquement d'une politique d'économie qui s'illustre par la révision à la baisse des diplômes requis pour chaque niveau d'enseignement, illustrée par la multiplication des PRAG.

L'enseignant-chercheur n'a plus de raison d'être dès lors que la mission prioritaire devient un système d'accompagnement de la crise. Les difficultés actuelles du troisième cycle doivent être considérées dans cette optique : un système d'étude longue, surdimensionné par rapport aux débouchés n'est pas viable.

Faute de pouvoir assumer ses responsabilités, faute d'idées fussent-elles de droite, le gouvernement semble enclin à s'orienter dans ce domaine comme dans d'autres vers une politique de démission qui se résume à faire remonter les gros problèmes vers l'Europe et les petits vers les régions. Il faut donc s'attendre à une politique d'autonomie locale des structures universitaires, remettant en cause les fondements du système public actuel. Les risques d'éclatement du CNRS sont renforcés par ce contexte.

Ce dépeçage des structures nationales répond largement aux attentes du mandarinat et au développement d'un corporatisme reposant sur un

mélange d'élitisme et d'incompétence. Il coïncide avec la déliquescence des structures de la recherche publique où se combine une évolution malsaine de la fonction publique dans son ensemble, et une crise interne au monde scientifique, liée à un certain échec de la "big science".

On peut caractériser cette évolution par la mise en place d'un véritable système d'économie parallèle au sein des laboratoires. Les moyens cessent d'être justifiés par les besoins de la recherche mais deviennent des enjeux pour eux-mêmes, et des gages d'excellence (contrats européens ou contrats privés). Les positions hiérarchiques, faute de contre-pouvoir, deviennent l'expression d'ambitions individuelles sans contrôle. L'exploitation des individus (thésard, CDD en particulier) va de pair avec un système où l'individu lui-même devient une richesse. Les nombreux exemples d'entrave à la mobilité d'ITA ou même de chercheurs, pourtant sous-employés dans leur structure illustrent cette forme de servage où les postes font partie du patrimoine d'un patron, au même titre que les crédits, le matériel et la surface des bureaux.

Ce système est largement engendré par les effets pervers des règles bureaucratiques (gaspillage de crédit en fin d'année pour justifier l'attribution d'une dotation équivalente, etc.). Mais il aboutit à des pratiques mafieuses qui culminent avec des pressions sur les recrutements, la rétribution des allégeances sous forme de moyens, de cadeaux (missions touristiques ou matériel "emprunté") et naturellement de promotions.

Cette situation est d'autant plus critique en période de vache maigre, où des travaux de qualité manquent de fonds, et où des jeunes de qualité restent dans le ghetto des CDD ou celui du chômage.

Développer l'activité revendicative dans ce contexte nécessite de s'appuyer sur une action à la base pour plus de transparence et de démocratie dans les unités, contre l'individualisme ambiant qui décrédibilise l'action collective. C'est aussi une condition pour interagir utilement avec le mouvement des doctorants, qui cherche sa voie entre un militantisme novateur et intelligent et un corporatisme franchement réactionnaire. N'oublions pas que le succès de notre action dépendra amplement du capital de sympathie dont elle disposera dans l'opinion, et que le jugement porté par les "précaires" sur nos structures y contribuera, en particulier celui des thésards qui peuvent se forger une appréciation assez juste, et parfois très sévère de la qualité de certaines recherches.

Un discours revendicatif "abstrait" dénonçant les carences du pouvoir fera aisément l'unanimité. Une dénonciation des pratiques internes au milieu scientifique présente des risques immédiats : réutilisation pour justifier des coupures dans les budgets et incompréhension de la part de certains militants. Mais je suis convaincu qu'il n'y a pas d'issue sans attaquer de front ce problème, qu'il convient de mettre en rapport avec la faible mobilisation constatée, qui illustre l'intégration dans les pratiques et dans les mentalités d'un modèle individualiste dominant, même en dehors de la sphère économique marchande.